

Ce n'est pas, pour ma part, que je ne me sente parfaitement heureux et fier sous ce glorieux drapeau qui abrite en sûreté cent cinquante millions d'âmes.

Ce n'est pas que je ne me sente pas libre, comme l'oiseau dans l'espace, sous l'égide puissante de l'empire britannique; plus libre mille fois que je ne le serais, tout en m'appelant citoyen, dans les serres de l'aigle américain. (Écoutez!)

Mais, il ne faut pas se le cacher, nous sommes attirés par deux centres d'attraction; les idées opposées qui se produisent et qui se font la guerre jusque dans cette enceinte l'attestent suffisamment.

Tout nous dit que le jour de l'émancipation nationale ou de l'annexion aux États-Unis approche, et, pendant que les hommes d'état de tous les partis, les plus autorisés de l'empire, nous avertissent affectueusement de nous préparer pour la première, quelques-uns de nos hommes publics nous poussent sans cesse vers la seconde, en propageant des idées républicaines, et, en essayant, par tous les moyens possibles, d'assimiler nos institutions à celles de la république voisine.

Si nous restons isolés, qu'arrivera-t-il au moment de la séparation d'avec la mère-patrie, car ce moment viendra, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas?

Chaque province formera un état indépendant, et, comme attaquer l'une ce ne sera plus attaquer les autres, parce que nous ne serons plus les sujets d'un même empire, les États-Unis s'ils les convoient, les dévoreront tour à tour dans leur isolement, suivant, en cela, la tactique si savante des Romains, en Asie, en Europe et en Afrique; des Anglais dans l'Inde, et, en Europe, du plus prodigieux guerrier des temps modernes, NAPOLÉON. (Écoutez!)

Je comprends que les annexionnistes insistent pour le *statu quo* et pour l'isolement; mais les autres seraient aveugles s'ils les écoutaient, car la raison leur commande de s'organiser pour se trouver prêts quand le danger viendra. (Écoutez!)

Si nous sommes quatre millions aujourd'hui nous serons probablement huit millions et plus alors, avec des moyens proportionnels de défense et des alliances que nous trouverons, dans le besoin, chez les puissances européennes, qui voudront maintenir dans des bornes le développement trop considérable de la nation qui se débat aujourd'hui dans les horreurs de la guerre civile. (Écoutez!)

On ne veut pas non plus de confédé-

ration, parce qu'il faudra dépenser pour la défendre. Mais ceux qui nous parlent ainsi sont-ils logiques? si deux et deux ne faisaient pas plus de quatre tout-à-l'heure, pourquoi feraient-ils cinq maintenant? Si chaque province, prise isolément, était obligée de dépenser pour organiser la défense de son territoire, pourquoi la réunion de toutes ces dépenses, dans la confédération, serait-elle plus considérable que la somme des mêmes dépenses autrement additionnées?

Serait-ce parce qu'une seule organisation devrait être nécessairement moins coûteuse que six organisations distinctes?

L'hon. député d'Hochelaga a exagéré le chiffre de la dépense de la confédération comme il exagère toute chose; comme il exagérerait et travestissait, l'autre jour, les paroles de l'hon. président du conseil. (Écoutez! écoutez!)

M. GEOFFRION—Et à part cela il faut payer les provinces maritimes pour qu'elles entrent dans la confédération.

L'HON. M. CAUCHON—Cette question viendra naturellement en son temps. Mais il n'en est pas moins vrai que toutes les provinces entrent dans l'union sur le pied de l'égalité, puisque leurs dettes se trouvent équilibrées et que, pour les fins de l'union, elles sont strictement assises sur les chiffres de la population de chacune d'elles. L'hon. député d'Hochelaga a dit, à une époque antérieure, je l'ai déjà cité, "que les provinces maritimes ne voudraient pas de notre alliance parce que nous étions trop endettés." Maintenant, il ne veut pas de leur alliance parce qu'il craint que nous ayons à payer pour elles.

Aujourd'hui que les dettes se trouvent parfaitement égales, eu égard au chiffre de la population, et que la convention les a ainsi égalisées pour asseoir la confédération sur la justice, les provinces du littoral atlantique consentent à l'union.

L'HON. A. A. DORION—Quelles sont ces provinces?

L'HON. M. CAUCHON—Je veux parler du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et je suis convaincu que la décision de ces deux provinces influera suffisamment sur la Nouvelle-Ecosse pour la décider à entrer dans la confédération.

Les journaux de la Nouvelle-Ecosse, même les plus hostiles au projet, avouent que cette province ne peut rester dans l'isolement; aussi, attend-t-elle le résultat des élections du Nouveau-Brunswick pour prendre un parti.